



Bureau de l'utilité publique et de l'environnement

Dossier n° 01000005614 - AENV

Arrêté du 28 MARS 2024 portant prorogation du délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Mahieu maintenance en vue d'étendre l'activité de nettoyage de camions citernes et de containers au Havre (76600).

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment son article R. 181-41 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du lundi 4 décembre 2023 à 14h00 au vendredi 5 janvier 2024 à 17h00 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 29 juillet 2021 par la société Mahieu maintenance dont le siège social se situe 11 rue du Pont V - 76 600 Le Havre, en vue d'étendre son activité de nettoyage de camions citernes et de containers sur le territoire de la commune du Havre ;
- Vu le rapport, les conclusions et l'avis motivé de la commissaire enquêtrice, transmis au pétitionnaire le 5 février 2024 ;

Considérant :

- que la décision sur la demande d'autorisation environnementale doit intervenir avant le **5 mai 2024** ;
- que le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ne peut être consulté dans le délai réglementaire imparti ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Un délai supplémentaire de 2 mois est accordé pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Mahieu maintenance.

Ce délai court à compter du 5 mai 2024 jusqu'au **5 juillet 2024**.

Article 2 - Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 3 - Publicité

Le présent arrêté est notifié au demandeur.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie du Havre pendant une durée minimale d'un mois.

Il précise qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Le maire du Havre fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire du Havre ainsi que le responsable du projet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rouen, le **28 MARS 2024**

Le préfet,

**Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe**

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized, cursive letters that appear to be 'H. HESS'.

Hélène HESS

